

MONTMORENCY:

MANIF SUIT LE LOCK-OUT

par Marc Boucher

Les étudiants du CEGEP Montmorency, regroupés en assemblée générale, ont voté hier matin en faveur d'une proposition voulant forcer l'administration du collège à négocier dans les quarante-huit heures, selon les bases établies par le comité de négociation étudiants-professeurs dans leur cahier de revendications. Cette proposition inclut aussi la réouverture du CEGEP dans les plus brefs délais, et ce, selon des conditions acceptables aux yeux de l'assemblée générale des étudiants, devant être convoquée de nouveau au plus tard mercredi soir.

Lors de la réunion de lundi, tenue dans le sous-sol de l'église Notre-Dame des Ecoles à Duvernay, l'assemblée des étudiants a également approuvé une proposition en faveur d'une manifestation qui a eu lieu hier après-midi face au collège Montmorency. Le but principal de cette manifestation était de convaincre l'administration que la solidarité étudiante existe toujours dans ce conflit. Moins de la moitié des gens qui avaient assisté à l'assemblée du matin ont pris part à la marche de protestations de l'après-midi.

On se souviendra qu'afin d'appuyer leurs revendications concernant la cafétéria, la "concentration cinéma", et la liberté d'expression, les étudiants avaient décidé, le 26 octobre dernier, d'occuper les locaux de la cafétéria, puis ceux de l'administration. En plus de donner son appui complet à cette occupation, une assemblée générale avait, le 27 octobre, voté en faveur d'un débrayage d'une heure par jour.

A l'U de M:

Trois facs votent grève

par Andrew J. Porter

-Les associations étudiantes des facultés de science politique, sociologie et histoire ont voté en faveur d'un débrayage commençant mercredi le 9 novembre. Dans une lettre adressée à l'administration, l'association des étudiants de l'université (FAECUM) fixe un ultimatum qui exige que "l'administration arrête de charrier les étudiants sur la question des frais de scolarité".

Selon la FAECUM, l'administration se sert du lock-out au centre de calcul pour reporter une décision à propos des frais de scolarité.

C'est aussi lors de cette assemblée que les professeurs se sont ralliés à la cause des étudiants. A l'exception de l'heure quotidienne de débrayage, les cours se déroulaient normalement.

Ne voulant plus supporter l'occupation de ses locaux par le front commun des étudiants et des professeurs, et n'ayant aucunement l'intention de négocier dans ces conditions, l'administration du collège demanda aux policiers de Laval ainsi qu'à ceux de l'escouade anti-émeute de la Sûreté du Québec de venir faire évacuer leurs locaux.

C'est ainsi que le premier novembre, vers quatre heures du matin, matraques en main pour la plupart, quelque cent vingt policiers ont prié les occupants de libérer les lieux. Ces derniers se retrouvèrent plus tard dans un CLSC des environs où ils s'étaient préalablement donné rendez-vous dans l'éventualité d'une pareille situation.

Ce n'est que quelques heures plus tard que la direction du collège décidait de fermer pour une période indéterminée le CEGEP Montmorency. Aux dires des étudiants et des professeurs, il s'agit d'un lock-out illégal parce que les cours étaient encore dispensés normalement.

Depuis lors, chacun, du mieux qu'il peut, essaie de tirer son épingle du jeu. La direction du collège a diffusé ses "conditions de réouverture du CEGEP Montmorency" où elle expose en sept points les exigences qu'elle fixe pour mettre fin au

suite à la page 7

Il semble que l'administration veut éviter tout affrontement avec les étudiants car il est reconnu qu'il existe une certaine résistance aux normes qu'imposent les administrations des institutions d'enseignement. Les récents événements aux CEGEPs de Montmorency, Lionel-Groulx et Ahuntsic démontrent que les étudiants sont prêts à se battre pour leur liberté d'expression sur le campus.

Le lock-out au centre de calcul tourne autour de sept points qui sont jusqu'à date loin d'être réglés. Selon la FAECUM les gens du centre de calcul sont sous-payés, il y a un



Marc Boucher

Les étudiants du CEGEP Montmorency ont manifesté aujourd'hui leur mécontentement devant le refus des revendications étudiantes par l'administration.

Affaires sociales:

Un débrayage bientôt

par Marie Poirier

Les syndicats affiliés à la Fédération des affaires sociales (CSN) déclenchent des moyens de pression dans plusieurs hôpitaux du Québec pour protester contre la volonté du gouvernement d'effectuer des coupures de budget et des réductions de personnel. Dans une conférence de presse donnée hier, l'exécutif de la

Fédération a parlé des cas actuels et du projet d'une stratégie nationale d'ici Noël.

Mercredi dernier, neuf hôpitaux du Saguenay-Lac Saint-Jean ont connu des courts débrayages et des assemblées syndicales durant la journée. A l'hôpital Sacré-Coeur de Cartierville, l'exécutif syndical a un mandat d'utiliser des moyens de pression sporadiques depuis la semaine dernière. Ce soir, les employés du Jewish General Hospital votent sur ce sujet.

Le sujet central du conflit est la diminution du personnel dans les hôpitaux, CLSC ou centres d'accueil. Les directeurs de ces institutions mettent à pied du personnel ou bien ne remplacent pas les employés quittant pour de bon ou en congé temporaire. Les hôpitaux voient leur nombre de lits diminuer ou ils sont carrément fermés. La Fédération voit ces coupures comme une diminution de la qualité des soins causée par un trop grand nombre de tâches pour un personnel de plus en plus réduit et une baisse des services offerts à la population.

Le point tournant dans l'action de la Fédération est une

réunion tenue à Chicoutimi en septembre dernier pour faire le point sur la politique sociale du gouvernement. Le ministre Lazure semble suivre la politique de son prédécesseur libéral Forget qui comptait réduire le personnel et le budget des services de santé. Les réductions de personnel prenant de l'ampleur, les syndicats locaux réagissent. Dès l'automne 1976, il y a eu quelques grèves ou débrayages, souvent réglés par l'intervention du ministre lui-même. Un conflit au CLSC des Mille-Iles dure depuis dix mois et plusieurs autres centres ont donné leur appui en tenant des journées d'études, puis en occupant en mai le bureau de Lazure.

La mobilisation sur une grande échelle ne fait que débuter. Avant, il y avait quelques conflits localisés, vite réglés à l'amiable ou par l'intervention du ministre excepté pour celui du CLSC de Mille-Iles. Comme les mesures de réduction de personnel n'atteignaient pas une grande ampleur, les travailleurs ne se sentaient pas concernés. Puis,

suite à la page 7

Pâte et papiers:

On est pas sorti du bois

par Marie Poirier

L'industrie des pâtes et papiers est en crise depuis que la puissante Consolidated Bathurst a fermé une de ses usines, la Wayagamack au Cap-de-la-Madeleine, alléguant une perte de profits causée par le maintien de cette vieille usine. Malgré les demandes au gouvernement du syndicat affilié à la FTQ pour prévenir cette fermeture, l'usine a fermé ses portes au milieu d'octobre. D'autres usines pourraient connaître un sort similaire prochainement si rien n'est fait pour prévenir ces fermetures.

Les compagnies affirment que seule la fermeture d'usines peu rentables leur permet de maintenir un taux de profit semblable à celui des dernières années, qu'elles jugent peu élevé. Les syndicats mettent en doute la nécessité des compagnies de fermer leurs usines désuètes et affirment la possibilité de moderniser ces usines pour prévenir les pertes d'emplois occasionnées par les fermetures. Le gouvernement, sollicité de toutes parts pour intervenir, a préparé un plan de relance de cette industrie mais n'intervient pas dans chaque cas de fermeture. La relance de ce secteur s'inscrit dans le contexte général de la relance de l'économie québécoise et de la lutte au chômage.

Le secteur

L'industrie des pâtes et papiers a longtemps été un des secteurs industriels importants au Québec tant pour le nombre

de travailleurs engagés que les ventes de ses produits, surtout du papier journal exporté vers les États-Unis. Au début du siècle, les usines ont commencé à se fixer dans le voisinage de la matière première, le bois, et à proximité des rivières pour alimenter l'usine en énergie. C'est pourquoi les usines sont surtout situées dans les petites villes et souvent l'unique source d'emploi pour les citoyens, comme ouvriers à l'usine ou à la forêt avoisinante.

Plusieurs régions du Québec dépendent encore aujourd'hui de la forêt pour leur subsistance, les travailleurs combinant souvent l'agriculture en été et la forêt pour les mois d'hiver. En 1976, Rimouski n'avait que 7% de travailleurs industriels, les autres se retrouvant dans le secteur tertiaire, c'est-à-dire les services, l'enseignement, le commerce ou s'adonnant à l'industrie primaire, agriculture, et forêt. Au Québec, en-dehors des grands centres, l'industrialisation ne s'est jamais réellement produite: les industries extraient la matière première et la transforment de façon primitive mais la transformation finale faite aux États-Unis où ces compagnies ont souvent leur siège social. L'aspect le plus lucratif échappe donc au Québec qui, avec les Maritimes connaît ce problème de dépendance du secteur primaire, surtout dans les petites villes. L'industrie du papier dépendant du bois comme matière première doit faire face à la rareté

croissante de celui-ci. La forêt s'épuise et il faut aller de plus en plus au nord pour couper du bois à cause des coupes immodérées. Les compagnies préfèrent retirer un profit immédiat au lieu de planifier le reboisement, mais elles feront face à une pénurie de matière première et il sera trop tard.

La réponse de la FTQ

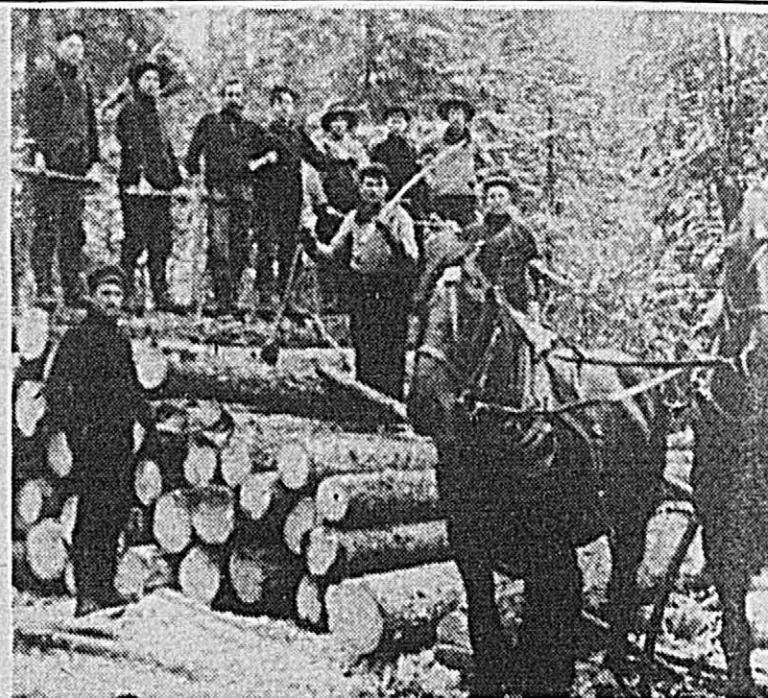
La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) est directement touchée par le problème car les travailleurs de la Wayagamack sont affiliés à cette centrale, ainsi qu'une bonne partie des travailleurs du secteur.

La FTQ remet en question la pratique des compagnies de fermer leur usines désuètes. Une modernisation de ces usines est possible si les compagnies réinvestissent leurs profits à cet effet. Prenant l'exemple de la Wayagamack, la FTQ affirme que la fermeture aurait pu être prévenue en reconvertissant la production de l'usine ou en investissant dans sa modernisation. L'usine n'était pas déficitaire, durant les premiers mois de 1977, elle avait réalisé des profits de l'ordre de \$119,000.

Face à la récession économique, les compagnies tentent de rationaliser leurs opérations en fermant les usines non rentables et en faisant des mises à pied de personnel dans les autres. L'autre usine de la Wayagamack à Trois-Rivières qui emploie 800 travailleurs s'apprête à renvoyer une partie de ses travailleurs.

La FTQ a fait appel au gouvernement, particulièrement au Ministère des Terres et Forêts responsable du dossier pour prévenir la fermeture de la Wayagamack. Le ministre Yvon Bérubé a promis aux travailleurs une reconversion éventuelle des activités de l'usine: au lieu de produire du papier journal, elle fabriquerait du papier d'amiante ou de la pâte seulement. Rien ne s'étant concrétisé, le dossier a abouti au ministère de l'Industrie et du Commerce où il ne semble y avoir aucun projet.

La FTQ n'est pas tendre envers le gouvernement. Selon un permanent de la FTQ, Pierre Richard, "le gouvernement s'est laissé berné par les grosses compagnies et il a cru que la fermeture était nécessaire." Pour la FTQ, le ballottage du dossier d'un ministère à l'autre témoigne du peu d'intérêt accordé à cette question par le gouvernement. Le syndicat n'a pas particulièrement apprécié les remarques de Bérubé disant que le syndicat était en partie responsable de la fermeture car il avait des demandes trop élevées et ne négociait pas la modernisation de l'usine. A ceci le syndicat réplique que la compagnie n'a jamais posé le problème de la modernisation durant les négociations collectives.



Solutions préconisées

La FTQ a rendu public un mémoire sur le sujet dans lequel il affirme que le fond du problème est la modernisation des usines. La Wayagamack n'était pas la plus vieille usine, la Mauricie en compte plusieurs plus anciennes, surtout à Shawinigan. La FTQ n'écarter pas la participation de l'État à la relance du secteur, qui peut prendre la forme de participation mixte, de subventions ou même de contrôle total d'une usine. Mais le syndicat doit être consulté dans toute reconversion ou changement, dans le cas de la Wayagamack, si l'usine ouvre ses portes de nouveau, la FTQ demande le réengagement en priorité des 375 travailleurs mis à pied par cette fermeture.

Malgré la concurrence américaine, la FTQ affirme que le Québec n'est pas en si mauvaise posture dans l'industrie des pâtes et papiers à cause de l'abondance de bois et d'énergie, si aucun gaspillage n'est fait. Les États-Unis ont ouvert récemment des usines dans le sud mais elles doivent acheter le bois de propriétaires privés à prix fort et leurs sources d'énergie sont rares et coûteuses: elles s'alimentent avec du pétrole et pensent au nucléaire. Il est vrai que les salaires sont plus bas dans cette région des États-Unis qu'au Québec mais les travailleurs américains rattrapent l'écart causé par un contrôle strict des salaires. Une comparaison des salaires doit aussi considérer les bénéfices marginaux, le système fiscal et le coût de la vie: les travailleurs québécois ne sont peut-être pas si bien payés qu'on le pense tous facteurs considérés.

La CSN: Nationalisation

La Fédération des travailleurs du papier et de la forêt affiliée à la CSN préconise dans un mémoire présenté en commission parlementaire la nationalisation de tout boisé de plus de 2,000 acres et la création d'une corporation d'état qui serait l'unique acheteur et propriétaire de bois au Québec. (voir les *Labour notes* du 29 septembre).

Les boisés de moins de 2,000 acres resteront aux propriétaires privés car ils sont pour la

plupart des boisés de ferme. Ces individus pourront vendre leur bois à la société d'état. La CSN souhaite abolir les concessions de forêt aux grandes compagnies. Le gouvernement loue son territoire par bail emphytéotique (bail de longue durée, habituellement 99 ans) à une compagnie qui en fait l'exploitation. En 1971, la compagnie ITT-Rayonnier a obtenu sur la Côte Nord une concession de la grandeur de la Belgique pour 99 ans. Cette décision a été fort critiquée par l'opposition péquiste de l'époque. Il reste à voir ce que le parti maintenant au gouvernement fera avec ces contrats, qui peuvent être modifiés.

Dans le même mémoire, la CSN préconise aussi une banque d'emplois pour les travailleurs qui perdent leur emploi à cause d'une fermeture d'usine ou de mise à pied temporaire. Le droit au travail est une demande essentielle dans ce secteur fragile car il est de plus en plus menacé.

Au milieu d'octobre, les travailleurs du papier et de la forêt affiliés à la CSN ont formé un front commun pour négocier ensemble les salaires et les conditions de travail de leurs 18,000 membres. Cette union a été jugée nécessaire à cause de la détérioration de leurs conditions causée par les problèmes de ce secteur et pour contrer l'unité des compagnies.

Politique du gouvernement

D'après les syndicats les projets du gouvernement viennent trop tard et offrent peu de solutions immédiates. Le gouvernement a présenté une politique de l'industrie du papier, qu'il semble avoir oublié depuis pour des sujets électoralement plus rentables comme la tournée de Lévesque à Paris et les négociations fédérales-provinciales.

En réponse à la fermeture de la Wayagamack, le gouvernement a lancé son plan de construction et de modernisation des usines qu'il compte inclure dans son prochain budget. Bérubé a clairement indiqué que tant qu'une politique définitive de l'industrie des pâtes et papiers ne serait pas adoptée, il n'interviendrait pas.

suite à la page 6

aujourd'hui

Communauté McGill:

CMcG est à la recherche d'étudiants francophones pour enseigner la langue française aux détenus d'un établissement de détention. Nous cherchons aussi un 'professeur' de yoga, un autre en art plastique et un dernier en artisanat. Si ce genre de bénévolat t'intéresse, viens nous rencontrer au local 408 du Centre Universitaire.

McGill Debating Union:

Regular meeting will be held today at 7 pm. The upcoming CUSID debate will be discussed and there will also be the usual rounds of debate. All debaters whatever their condition, new and used, are welcome.

Know your women:

WOMEN'S STUDIES ARCHIVAL PROJECT, a series of films and background information portraying the Canadian woman during the period of the Second World War and post-war years, will be presented by Ann Pearson of the National Film Board and Dr. Yvonne Klein of the English Department at Dawson College, 8 pm, Leacock 26. Sponsored by the McGill

Committee for Teaching and Research on Women.

Amateur Radio VE2UN:

Meeting today at 1700 in Union 410. Members, DXers, Lids, and interested parties are welcome. de: VE2UN 392-8942.

Faculty of Music free concerts:

Pollack Concert Hall, 555 Sher. W. 8:30 pm: Bryan Townsend, guitar, assisted by Mimi Waitzman, harpsichord and Michael Strutt, guitar. Works by Townsend, Villa-Lobos, Boccherini, Jones, Turina, Sor.

McGill Shotokan Karate Club:

Would you like to become a vicious killer in ten easy lessons? If you would, then Shotokan karate is not for you. Shotokan takes many years to learn, you can start today if you like. Beginner's classes are held at 3:00-4:30 in the karate room (G17) of Currie Gym. Bring loose fitting clothes.

Club D'escrime:

Midterms are over — long live fencing! Important practice tonight. Pedro's warm-up is compulsory for all members suffering from the cold. An internal competition in foil and epee will be held.

commentaire

Le rôle des media

La semaine dernière, je vous ai écrit au sujet d'une émission radiophonique de la CBC qui avait insinué que l'édition française hebdomadaire du Daily masquait un complot infâme visant à franciser McGill. Dans le Daily d'aujourd'hui vous pouvez lire une lettre en provenance de la Saskatchewan d'un auditeur de cette émission qui s'oppose à la décision des rédacteurs de notre journal.

Cette lettre confirme pour moi pourquoi je me sentais si mal à l'aise en écoutant le reportage de M. McLean. Je ne veux pas reprendre ici la question du Daily français, en effet je ne vois pas la question. Mais la lettre soulève des questions graves quant aux responsabilités des média d'information et leur rôle dans le renforcement des préjugés. Depuis la semaine dernière, je suis porté à constater que le reportage du *Sunday Morning* ne représente qu'un symptôme d'une maladie qui afflige actuellement les média, pas seulement en ce qui a trait aux problèmes d'ordre linguistique mais autant dans le domaine constitutionnel, économique, régional, et local.

Je ne me situe pas parmi ceux qui pensent que les média contrôlent les attitudes sociales, qu'ils forment les dispositions d'esprit des gens, mais je crois qu'ils peuvent jouer un rôle important en les renforçant ou en les modifiant. Nous sommes à la veille d'une des plus importantes époques de notre histoire nationale, sinon la plus importante, peu importe si on se définit comme Québécois ou Canadien, alors il incombe aux journalistes de faire preuve de leur qualités professionnelles. S'ils refusent d'assumer le lourd fardeau qui fait partie du métier on risque de minimiser le sort de la consultation populaire à laquelle chaque citoyen a le droit d'assister, car comment est-ce qu'on peut prendre une décision réelle quand on n'a pas accès à toutes les données pertinentes, ou quand les données dont on a accès sont infectées par des fausses interprétations.

Certainement les politiciens vont faire de leur mieux à bien présenter leurs arguments, mais les média doivent nous aider à digérer et à comprendre cette masse. Ils ne seront pas en mesure de le faire tant qu'ils gardent leurs propres préjugés, et qu'ils prétendent que les jeux sont faits avant même que le débat soit lancé. On risque d'autant plus que les gouvernements prennent l'initiative de soigner le malade, et là nous serons vraiment mal pris.

Déjà, en avril dernier le ministre d'état fédéral des Affaires urbaines, M. André Ouellet, a laissé entendre au cours de l'émission Peter Gzowski, 90 Minutes Live, que le gouvernement fédéral n'était pas content de la performance de Radio-Canada. Les rumeurs circulaient parlant d'un contrôle plus rigide du réseau d'état. Plus récemment, du côté québécois, Louis O'Neill a comparé l'attitude des média anglophones avec l'attitude des colonialistes du Congo après la guerre civile (*Montréal Star*, vendredi le 4 nov., et Pierre de Bellefeuille a qualifié un éditorial du *Star* "scandalous and a serious violation of professional ethics").

Bien sûr, parmi la longue litanie d'accusations portées à l'encontre des média par les politiciens on trouverait les excès de la partisannerie politique. Pourtant il reste au fond de ces accusations une plainte non moins réelle, même si les accusations sont mal formulées. Si je me permets de citer le rapport de l'enquête du CRTC sur Radio-Canada de juin 1977 (malheureusement la seule copie que j'ai trouvée est anglaise): "[A] crisis demands a response which is neither alarmist nor propagandist, but employs the greatest vigor and energy in assisting citizens to gain fuller knowledge of it." (p. 62).

Alan Conter

Lettres

Pour assurer un dialogue entre les lecteurs et les membres de l'édition française, vos lettres sont indispensables. Si vous désirez exprimer votre point de vue sur un article paru dans le journal ou sur un sujet d'intérêt général, les lettres sont le meilleur moyen de le faire.

Les lettres peuvent être portées à la rédaction au sous-sol du Centre universitaire ou postées au 3480 McTavish. Les lettres ayant un contenu raciste ou sexiste seront rejetées.

L'édition française contestée
Au Daily:

Je n'approuve guère des informations que j'ai reçues à propos d'une édition française de votre journal. Je n'ai aucune confiance que la langue fran-

çaise devienne importante sur le plan scientifique. Je crois que seul l'anglais restera le véhicule de la pensée scientifique.

L'argent provenant de nos taxes servirait de façon plus utile comme fonds de recherche et d'études scientifiques que ce qui est gaspillé présentement pour promouvoir la langue française au Canada.

J'avoue que le français aide peut-être à protéger l'existence du peuple français ici, en rejetant d'autres intérêts; et l'Acte d'Amérique du Nord Britannique protège le français au Québec, comme facteur culturel. Je ne crois pas que la constitution du Canada devrait être changée. Cela risquerait de laisser échapper tout un paquet de troubles, et finirait par détruire la langue française de façon telle que le pouvoir anglais n'a jamais réussi à le faire.

Je crois que la corruption par un genre de mafia est très courante aujourd'hui et que la subversion du Québec n'est qu'un jeu de propagande pour déplacer l'administration anglophone par le contrôle absolu d'une mafia. Quand le contrôle par la mafia deviendra absolu, votre langue française et vos aspirations seront anéanties. Ceci est le déroulement d'un vrai processus politique à but lucratif, dans le sens scienti-

fique. La controverse au sujet de la langue française sera abandonnée comme une farce.

Cette mafia ne gaspillera pas son argent avec des proclamations aussi idiotes parce qu'elle ne pourra pas en retirer des avantages politiques ou financiers. Elle espère utiliser le patriotisme francophone pour pervertir la constitution dans le but d'enrichir ses propres coffres via les politiciens locaux.

Scientifiquement parlant, notre police a besoin de rendre public le processus qu'utilise cette mafia pour acquérir de l'argent, des propriétés et des compagnies, etc. Si on ne permet pas à la police de faire ses recherches, ni la police ni le public ne pourront savoir les faits réels. La coopération avec

ce processus ridicule m'est contraire.

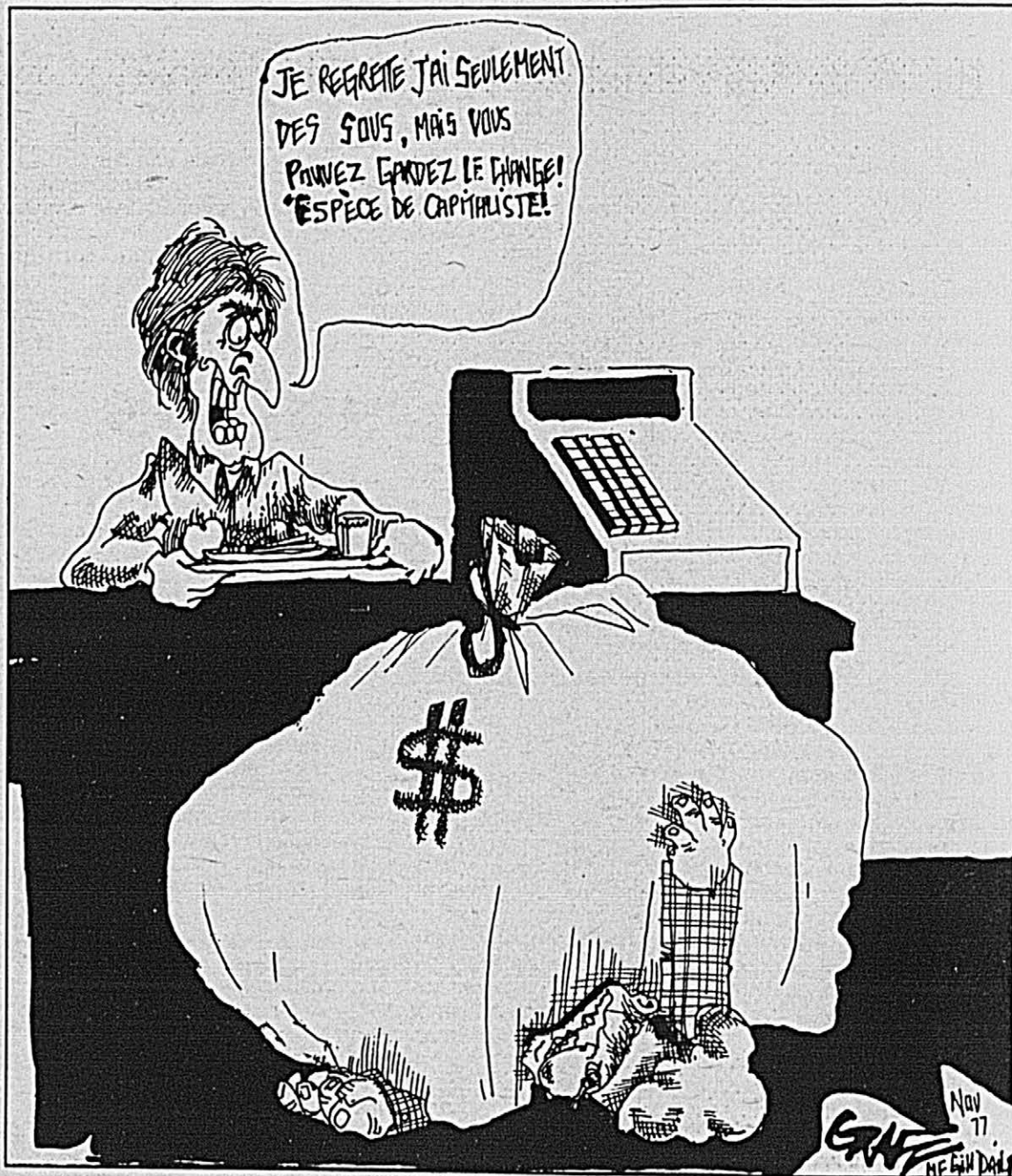
Pour cette raison, je rejette votre idée d'une édition française du McGill Daily. J'espère que je me suis fait comprendre.

P.S. Je suggère que la moitié de l'édition soit en français. Au Canada anglais, les reproductions des articles en français devraient être en petits caractères de grandeur habituelle.

Sincèrement vôtre,
Thomas F. Brooks,
conseiller,

Neilburg, Saskatchewan

Note de la rédaction:
Cette lettre est une traduction française d'une lettre écrite originalement en anglais. La version anglaise sera publiée prochainement.



McGill Daily

Le McGill Daily est publié cinq fois par semaine par l'Association des étudiants de l'Université McGill, 3480 rue McTavish, Montréal. Les opinions émises dans ces pages sont celles de l'équipe du McGill Daily et ne sont pas nécessairement les opinions officielles de l'Association des étudiants. Le McGill Daily est composé à SST Typesetting et est imprimé à l'imprimerie Trans-Continental, 433 rue Lebeau, Ville St-Laurent.

abonnements par la poste: \$12
Bureau de rédaction: 392-8955
Département de la publicité: 392-8902

REDACTEUR-EN-CHEF: Daniel Boyer

DIRECTEUR GENERAL: Jennifer Robinson

REDACTEUR, EDITION FRANCAISE: Marie Poirier

PUPITRE DU QUEBEC: Marc Cassini

PUPITRE UNIVERSITAIRE: Ellen McKeough

PUPITRE SYNDICAL: Ron Doyle

DIRECTEUR DE LA PUBLICITE: Irena Loewy

Au Québec:**Besoin réel d'information économique**

par Jean-Paul Gagné

Ceci est le deuxième extrait de la revue Ecrits et tals-toi publiée par les journalistes du Soleil en grève. Le Dailly compte publier des extraits de cette revue concernant le journalisme au Québec.

Reflets fidèles de la société québécoise, française, les médias d'information francophones du Québec se préoccupent très peu dans l'ensemble d'information économique.

Il y a des exceptions à la règle puisque les deux principaux quotidiens francophones du Québec, *La Presse* et *Le Soleil* ont constitué, ces dernières années, des équipes de journalistes spécialisés en économie et ont augmenté assez substantiellement l'espace consacré à l'information et financière. Il existe aussi un petit hebdomadaire financier francophone, *Les affaires*, dont l'importance est plutôt mince.

Les autres journaux s'en tiennent généralement à la publication des cotes de bourses et de quelques potins financiers. Leur section financière compte un ou deux journalistes. L'information véhiculée par ces journaux vient principalement des agences de presse et concerne les grands événements, tels la présentation des budgets gouvernementaux, les dévaluations monétaires, etc. ou encore l'évolution des principaux indicateurs, tels les mouvements des taux de chômage et d'inflation. On fait également place aux investissements, aux fermetures d'usines et aux conflits ouvriers, mais généralement on n'y trouve aucun souci pour la vulgarisation, l'analyse, le commentaire.

Ce portrait tragique est fort différent de l'intérêt qu'a traditionnellement montré la presse anglophone pour l'information économique et financière. Les journaux anglophones n'ont peut-être pas eu beaucoup de

mérite à le faire puisque leurs lecteurs naturels constituaient un marché pour ce type d'information et qu'il était tout à fait justifié économiquement de publier de l'information financière.

A ce sujet, est à la fois intéressant et désolant de constater que le quotidien montréalais du matin *The Gazette* compte parmi ses lecteurs de très nombreux Québécois francophones qui n'achètent ce journal que pour sa section financière. Il y avait là un marché tout désigné pour un quotidien du matin comme *Le Devoir* si ce dernier avait eu la clairvoyance et la volonté de le prendre.

La situation est encore plus désolante dans les médias d'information électroniques. Il ne se trouve pas un seul journaliste spécialisé en économie ou affecté principalement à l'information économique dans aucun des postes de radio et des stations de télévision privés du Québec. C'est le même riant à *Télé-Métropole* (Canal 10) et *Télé-Capitale* (Canal 4, Québec), lesquels sont probablement les deux médias d'information les plus rentables du Québec. Que l'information économique se vende ou ne se vende pas, là n'est pas la question; ne pas se préoccuper d'information économique lorsqu'on a les ressources financières des deux principales stations du réseau TVA tient de l'irresponsabilité.

Il reste la radio et la télévision d'Etat. La radio de Radio-Canada a le souci de traiter des questions économiques dans plusieurs de ses émissions d'affaires publiques, mais elle ne compte qu'un seul magazine économique, soit *l'Econothèque*, qui est diffusé le samedi matin, ce qui n'est sûrement pas le meilleur moment de la semaine.

Quant à la télévision de

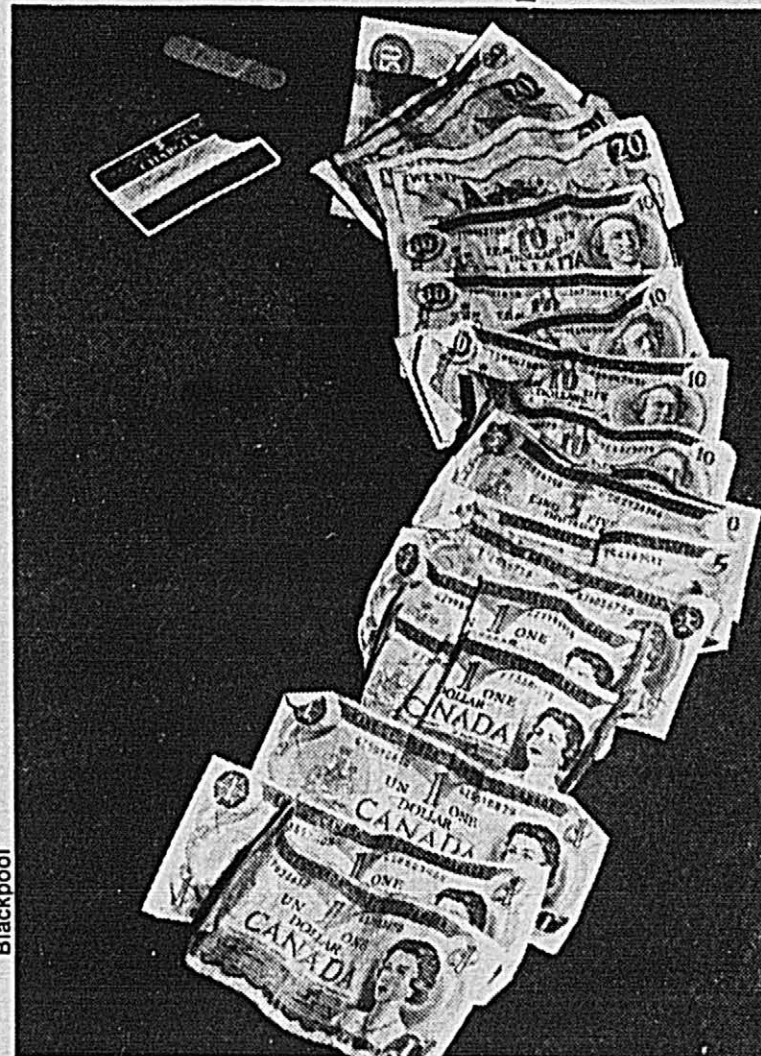
Radio-Canada, elle ne produit aucune émission spécialement consacrée à l'économie même si elle réalise des magazines spécialisés sur différents secteurs tels les sports, la religion, l'agriculture, etc. Les rares émissions qui abordent occasionnellement des sujets d'ordre économique sont les magazines d'affaires publiques et *Consommateurs avertis*. Ce désintéressement est d'autant plus grave que Radio-Canada est une société sans but lucratif.

Mais la palme du désintéressement va probablement à Radio-Québec, qui, tout en étant un médium d'éducation sans but lucratif, n'a plus dans sa programmation d'émission d'information et d'éducation économique.

Les raisons invoquées le plus souvent pour justifier un tel désintéressement tournent autour des deux affirmations suivantes: 1 - Les Québécois francophones ne sont pas intéressés par les questions économiques; 2 - L'information économique n'est pas spectaculaire.

1 - Les Québécois francophones ne s'intéressent pas à l'économie. Cela n'est pas du tout certain. Les sondages d'opinion montrent que les Québécois sont tout aussi préoccupés que les autres Canadiens par les questions du chômage et de l'inflation.

Ce ne sont pas les consommateurs d'information ou le public qui donnent l'orientation des politiques d'information. Il y a dans ce domaine comme dans d'autres un cercle vicieux qui ne peut être brisé que par la volonté des preneurs de décisions ou des responsables. Les salles de rédaction des journaux et des médias électroniques sont dirigées, sauf exception, par des journalistes qui ne connaissent rien ou presque rien à l'information économique. Ce sont eux qui décident des



Les rouages de l'économie ne préoccupent pas les médias francophones alors qu'un besoin réel se fait sentir pour une information économique au Québec.

politiques d'information, de l'espace consacré à l'information économique dans les journaux ou encore du contenu des émissions d'information.

Personnellement, je suis convaincu que les problèmes économiques intéressent beaucoup plus la plupart des consommateurs d'information que les questions constitutionnelles et les querelles de drapeaux. Si ces derniers sujets font constamment la manchette des journaux ou des bulletins de nouvelles, c'est que les chefs d'édition en décident ainsi. Il est évident que leur jugement est entaché de subjectivité, tout comme le mien d'ailleurs lorsque j'écris ces lignes. Une chose est cependant certaine: le fait qu'il y ait fort peu ou qu'il n'y ait pas de journalistes compétents en économie dans la plupart des boîtes d'information du Québec ne peut jouer aux dépens de l'information économique.

Ce cercle vicieux ne sera brisé que lorsque les directeurs de journaux et des médias électroniques décideront de consacrer plus de ressources humaines et financières à l'information économique et que des journalistes intéressés par les questions économiques entreront en plus grand nombre dans les salles de rédaction.

2 - L'information économique n'est pas spectaculaire. En soi, il s'agit là d'une vérité de La Palisse si l'on oppose l'information économique qui est de par sa nature même objective

aux drames de toutes sortes et à l'exploitation qu'ils permettent.

L'information économique n'est pas aussi attrayante d'un point de vue strictement commerciale que le sexe, le sang, les sports, mais il faut savoir que les médias d'information qui se contentent de ces trois domaines limitent leur pénétration à une part relativement mince du marché. Plus est, il leur est éminemment difficile de l'accroître même lorsqu'ils se retrouvent en situation de quasi monopole.

L'information économique, parce qu'elle est souvent abstraite, se prête moins au sensationnalisme et à l'exagération que d'autres secteurs d'activité. En soi, l'information économique est plus sèche, plus technique, plus froide. A cause de cela, à cause aussi de l'importance et de l'abondance des chiffres qu'elle véhicule (un seul zéro fait parfois toute la différence), elle est extrêmement exigeante pour les journalistes qui s'y consacrent.

Comme les preneurs de décision en matière économique et financière sont loin d'être à l'abri de réactions émotives, il est capital que l'information économique et financière soit présentée de la façon la plus rigoureuse possible. Par exemple, publier qu'une entreprise en difficultés est au bord de la faillite pourrait suffire à la mettre réellement en faillite.

Cette rigueur fait que plusieurs journalistes craignent de

suite à la page 7



Internationalisme musical

par Marie Claude Saint-Laurent

La musique électroacoustique, secte ésotérique de la composition des sons, va bientôt mettre à la portée auditive des mélomanes et oreilles moins averties une série de sept concerts diffusés en même temps dans plusieurs villes importantes du monde occidental.

En effet, Belgrade, Budapest, Varsovie, Stockholm, Aarhus (Danemark), Gand, Bourges, et Norwich sont les villes d'Europe où ces événements auront lieu. En Amérique du Nord, Norwich (Etats-Unis),

Mexico, Ottawa, Toronto, Vancouver, et finalement Montréal transmettront à la même temps ces compositions internationales gravées sur rubans magnétique.

Le circuit de relais de diffusion où joueront les concerts du CIME (Circuit International des musiques électroacoustiques) est une idée qui s'est formée à Bourges cet été et où Philippe Ménard a proposé d'inclure Montréal. M. Ménard est chargé de diffuser les concerts à Montréal et produira avec son groupe, l'ACREQ, (Association pour la création et

la recherche électroacoustique) le dernier concert en ondes.

Son groupe comprend deux anciens étudiants de musique à McGill, Pierre Trochu et Michel Longtin. Lui-même a donné des cours d'initiation à la musique électroacoustique à McGill l'été dernier. Les deux autres musiciens, Yves Daoust et Marcelle Deschamps vont jouer en dernière représentation leurs oeuvres les plus récentes: *Moll-opera lilliput* de Marcelle Deschamps (1976), *Pour conjurer la montagne* de Michel Longtin (1977), *Maquan-à-toi* de Philippe Ménard (1976) et enfin *Eros* de Pierre Trochu (1975).

Ce circuit liant le monde par les sons a pour but d'encourager la création de nouvelles oeuvres électroacoustiques et de faire connaître ce genre de musique malheureusement trop souvent méconnu. Pour cette première année, les concerts seront sur ruban mais Philippe Ménard pense éventuellement faire produire ces groupes en concert à Montréal.

Les concerts se donneront le 17 novembre avec une oeuvre yougoslave, le 8 décembre, de Bourges à la Salle Lafontaine de l'UQAM. Le 18 janvier, un groupe de Gand, le 15 février, de Vancouver, le 15 mars, de Suède et le 19 avril le groupe de Montréal. Pour ces quatre derniers concerts, la salle est à déterminer.

TPQ:

Nouvelle saison théâtrale

par Marie Claude Saint-Laurent

La salle Emile-Legault de ville Saint-Laurent présentera cette saison une série de pièces de théâtre (dont une en anglais) afin de faire revivre l'ambiance artistique que cette salle a longtemps connue.

La saison débutera avec une pièce québécoise de Jacques Langulrand, *Les violons de l'automne*, qui mettra en scène



La pièce les violons de l'automne de Jacques Langulrand sera présentée demain au CEGEP Saint-Laurent.

par Louis Grégoire

Fellini, vous l'avez reconnu, un des meilleurs cinéastes italiens d'aujourd'hui, de la même lignée que Antonioni et De Sica. Dernièrement le McGill Film Society présentait plusieurs de ses films notamment *Casanova*, *Satyricon* et puis *Roma*.

Ce qui a de particulier chez Fellini, c'est qu'il possède une imagination furbonde. On ne sait jamais quelle est la part de vérité ou de mensonge dans ses commentaires et on ne connaît ni la direction du jeu de ses personnages, ni l'interprétation du texte à venir. Les unités de temps et de lieux sont dispersées. L'action centrale est toujours très simple: c'est soit la présentation d'un fait historique, soit le déferlement d'une image sans suite. Les intrigues psychologiques manquent: *Casanova* n'avait pas la teneur d'un récit dramatique. C'est plutôt l'histoire narrative d'un sujet qui traite de l'ennui de la promiscuité. Mais ce qui fait la qualité technique chez ce metteur en scène, c'est le montage qui amène une dose excessive d'empreintes visuelles.

Satyricon nous fait visiter la Rome Antique avec toute la décadence qui la caractérisait. Nous sommes en présence de ruines, de catacombes, de labyrinthes, et nous sommes sous l'emprise de gens aux gestes sociaux et sournois qui révèlent des signes latins aux dimensions frénétiquement italiennes. Le côté bizarre devient familier et le vin qu'on y passe fait goûter une couleur manifique à nos sens oculaires. Le film devient la reproduction directe d'un esprit qui a déjà compris sa ville et il ne tarde pas à nous en dresser une idée fertile.

C'est le contresens des livres de la grande école et c'est la découverte cachée d'une ville outrée. Autant celle que Fellini nous fait visiter en 1970 avec ses musées aux nombreux fétiches ou bien la série de motocyclistes vrombissant autour du Collisée à minuit et ravageant le contour des statues de Consta-

tin et de Septime Sévère. On ne s'étonne plus d'une descente spéléologique qui nous mènera dans une villa enterrée recouverte de fresques et miroirs encore intacts, non plus d'une vache qui croise une grande artère aux heures de pointe.

C'est le "Viva Il Papa" qui succombe et c'est l'éclat plébien d'une foire qui se mêle à la "Dolce Vita" de vouloir manger sur les quais ou sur les trottoirs puis de se gaver à toutes les sauces puis de se nourrir à toutes les prosciuttos. La Rome et les Romains, c'est l'apogée d'une érection mussolinienne et la chute des dortoirs qui regorgent de péripatéticiennes.

Si vous voulez traverser le Rubicon avant de gagner votre voyage de deux semaines à Rome promis par la Croix Rouge lors de son dernier passage à McGill, il serait bon que vous mesuriez vos énergies latines avant de vous confronter avec cette merveilleuse cité. Un film de Fellini serait le meilleur guide de tourisme à votre portée mais bien sûr, il ne s'agit ici que d'une tentative pour s'y aventurer. A ceux qui sont intéressés, *Casanova* pourra être vu au Séville demain soir à 9h.30.

Papiers...

suite de la page 2

pas dans les menaces de fermetures d'usines, sans savoir celles qui valent la peine de moderniser et les autres.

Le gouvernement se laisse tenter par le projet de la Canadian Industrial Paper mieux connue sous le nom de CIP qui a mis au point un procédé de modernisation des équipements existants qui coûte nettement moins cher que de construire une usine neuve. Le procédé de production de pâte thermo-mécanique augmente la production et réduit de 92% la pollution car il rejette moins de déchets. Le gouvernement semble intéressé au plus haut point par ce procédé et veut encourager les compagnies à l'adopter, même s'il

nécessite une très grande consommation d'énergie.

Anticipant les coûts de la modernisation et à cause des pouvoirs échappant au Québec, le gouvernement québécois demandera l'intervention du gouvernement fédéral. La politique du transport par chemin de fer et les tarifs douaniers sont de compétence fédérale, et le gouvernement compte faire pression sur le fédéral, notamment dans ses négociations internationales sur les tarifs douaniers. Le transport coûte très cher et défavorise le Canada par rapport aux Etats-Unis. A part des sujets de juridiction fédérale, le Québec veut aussi qu'Ottawa partage le coût de l'aide accordée à l'industrie pour la modernisation des usines.

Le gouvernement préfère une politique globale de l'industrie

les acteurs Elisabeth Chouvaldizé, Jean-Pierre Masson et Jacques Galipeau. La mise en scène est de Pascal Rollin et cette pièce est présentée par le théâtre populaire du Québec (TPQ).

Le TPQ revient d'une tournée en province et présente cette pièce pour un seul soir, le 9 novembre, dans la ville de Montréal.

des pâtes et papiers plutôt qu'une intervention cas par cas lors des fermetures passées ou imminentes. Selon le ministère des Terres et forêts, il coûterait trop cher d'intervenir pour chaque cas et un plus d'avoir un plan global d'aide à la modernisation.

En choisissant la dernière solution, il croit prévenir d'autres fermetures en relançant le secteur mais il dit ne pouvoir rien faire pour les cas passés comme la Wayagamack ou actuels comme la Canadian Glassine à Québec qui parlait de fermer ses portes en novembre mais qui semble plus une tactique patronale pour les négociations qu'une menace sérieuse. Cette politique déçoit les syndicats qui veulent des solutions immédiates à la réalité des fermetures et des pertes d'emplois occasionnées.

L'intrigue de la pièce de Langulrand se résume comme suit: deux vieillards ayant tous deux pour nom Gustave se disputent la même vieille femme, Marie-Rose. Un des Gustave, grâce aux bons soins d'une agence matrimoniale, réussit à gagner la main de sa bien-aimée. Puis, voulant enfin profiter de ses droits légitimes et déclarer son amour à Marie-Rose, il est arrêté par son homonyme qui prétend être le véritable prétendant de la nouvelle mariée. En effet, il fera connaître son état d'amant qui dure depuis plus de quarante ans. L'imbroglio qui en résultera fera de cette pièce un jeu de scène habile et une situation théâtrale amusante où la passion du plus fort sera probablement la meilleure...

La saison se continue par la présentation de *L'île des chèvres* de Hugo Betti et par *Nothing to Lose* de David Fennario. En dernier sera joué deux pièces de Feydeau, *Feu la mère de madame* et *Ne te promène donc pas toute nue*.

La représentation de la première pièce sera donnée à 8 heures au 613 boulevard Ste-Croix et pour tout renseignement, contacter François Martel du Service de la Récréation de Saint-Laurent à 744-6411.

Manif...

suite de la page 1

lock-out qu'elle a décrété.

Ces conditions de réouverture ont été présentées aux représentants des étudiants qui n'ont pas hésité longtemps avant de les juger irrecevables. Elles ont été aussi présentées au comité de parents du collège dont les membres ont reconnu le côté sainement raisonnable des propositions de la direction du collège. C'est du moins le message qu'est venue livrer la présidente de ce comité à l'assemblée d'hier matin.

Les étudiants, quant à eux, s'emploient à sensibiliser le plus de gens possible. Ils espèrent obtenir l'appui massif de la part d'autres étudiants québécois. Ils expliquent leur situation lors d'assemblées dans certains CEGEPs, comme à Ahuntsic vendredi dernier, ou lors de manifestations, comme à celle de "CEGEPdix" jeudi dernier au Complexe Desjardins. Ils ont fait parvenir des télégrammes à la direction de leur collège l'enjoignant à reprendre les négociations.

Ce semble être l'impasse dans cette affaire. D'une part, la direction du collège n'entend plus négocier avant le retour au bercail des étudiants. Et cette négociation resterait d'ailleurs problématique, puisque le directeur-général, M. Latour, estime être déjà allé assez loin et avoir cédé sur suffisamment de points. Rappelons que la direction jouit de l'appui du comité de parents du collège. D'autre part, les étudiants voudraient amener la direction à négocier selon le cahier de revendications qu'ils ont soigneusement préparé.

Les quelques concessions qu'a faite la direction se résument comme suit: quelque quatre-vingt chaises et un nombre moins élevé de tables seront ajoutées à la cafétéria; il sera permis d'apporter son lunch dans les locaux de la cafétéria; le prix des repas variera entre \$1.75 et \$1.85; trois "porta-pak" (équipement léger de reportage en audiovisuel) ont été commandés. Il est à noter qu'aucune concession en ce qui a trait à la liberté d'expression, le point le plus litigieux, n'a encore été faite.

Débrayage...

suite de la page 1

l'élection du Parti Québécois a provoqué un arrêt pour voir les politiques du nouveau gouvernement. Le nouveau ministre des affaires sociales avait promis qu'il n'appliquerait pas la politique de réduction de budget de son prédécesseur. De plus, les travailleurs venaient de vivre les négociations du Front Commun depuis un an et demi et étaient essouffés.

Cette période d'attente a vite été dissipée par l'annonce de l'application des mesures Forget par le nouveau gouvernement. Les effets commencent à se faire sentir sur l'ensemble des travailleurs lorsqu'ils sont témoins de mises à pied et émisés dans l'exercice de leurs

droits syndicaux.

La Fédération compte consulter les travailleurs en vue d'une action nationale d'ici décembre. Les syndicats locaux se réuniront en conseils régionaux. Suivant sensiblement la même organisation que le Front Commun, la Fédération préfère consulter les travailleurs au lieu d'imposer ses décisions. Une action arrivera probablement car l'exécutif a de la difficulté à contenir la volonté de ses membres de commencer tout de suite les moyens de pression. Cependant la Fédération préfère attendre la réunion en décembre avant de déclencher une action pour ne pas essouffler ses membres.

L'information...

suite de la page 5

traiter des questions économiques et financières complexes et hésitent à se spécialiser dans ce secteur de l'information. Le journalisme en économie et finances est exigeant. Il demande des journalistes qui veulent y oeuvrer avec succès et efficacité un intérêt soutenu, un grand souci de l'exactitude et des nuances.

Cette exigence ne veut pas dire que l'information économique est nécessairement sèche et monotone dans sa présentation. Pas du tout. Elle se prête bien au contraire à l'illustration, que ce soit sous forme de photos, film, tableaux ou graphiques; elle est, par exemple, autrement plus visuelle à la télévision que l'information politique.

Pour une large partie du public, l'information économique est premièrement un service. Il est symptomatique, par exemple, que les plaintes ou demandes de renseignements des lecteurs de pages économiques concernent principalement les cotes de bourse, le marché des obligations, le cours des monnaies étrangères, les taux d'intérêt, etc. Si elle se veut sérieuse, l'information économique ne peut pas négliger la publication de ces rubriques qui ont de tout temps meublé les pages financières des journaux et qui paraissent du chinois pour les lecteurs non familiers avec ces marchés.

Ces rubriques tiennent en soi autant de la notion de service que de l'information proprement dite, mais elles font partie intégrante de l'information économique parce qu'elles aident à la prise de décision quotidienne de plusieurs agents de l'économie. Cette notion de service est également présente chez les pourvoyeurs d'information. La section économique d'un journal est probablement celle qui reçoit le plus de courrier chaque jour. On mélange constamment chez les pourvoyeurs d'information l'information véritable et la publicité.

Par ailleurs, les milieux économiques et financiers et principalement les dirigeants des petites et moyennes entreprises sont généralement très réticents à fournir de l'information. De façon générale, on craint les journalistes. Souvent,

on s'y prend fort mal avec eux. La raison tient du fait que les journalistes, fussent-ils spécialisés en économie, sont une espèce rare avec laquelle ils ne sont guère familiers.

Traditionnellement, les journalistes non familiers avec l'économie et la finance ont témoigné d'un préjugé défavorable envers les sociétés à but lucratif dans l'exercice de leur métier, à l'exception toutefois des entreprises faisant des affaires dans le sport organisé, le monde du spectacle, le cinéma, les arts, etc.

Cette tendance se corrige cependant graduellement. On a compris qu'on ne peut pas faire d'information économique véritable sans faire connaître les agents de l'économie, riches comme pauvres, importants ou pas, puisqu'ils font tous partie de notre vie courante et qu'ils la conditionnent quotidiennement.

C'est le lot des professionnels de l'information de démêler l'information pertinente de la publicité, de choisir l'essentiel du flux d'informations économiques disponibles, de découvrir, d'analyser et de commenter au besoin, en un mot de présenter les éléments susceptibles d'informer adéquatement, objectivement et honnêtement les consommateurs d'information sans égard aux pouvoirs et intérêts des acteurs en présence. C'est un défi qui fait frémir quand on se surprend à analyser à fond cette responsabilité.

For Sale

Maltese Cottage Industry Clothing

Sweaters, cardigans, pull-overs, ponchos, shawls
All 100% pure wool & hand-knitted in all sizes and colours

Tel: 844-6745

Hebrew Classes

will begin
TODAY AT NOON
at
CHABAD HOUSE
3429 Peel St.
Info: 842-6616

ONLY 1 WEEK TO GO! HAVE YOURS TAKEN TODAY AVOID THE LAST MINUTE RUSH

If you are a '78 graduate you owe it to yourself to appear in Old McGill '78.

- Free sitting session
- Hoods and gowns provided free of charge
- Biography and information sheets

Van Dyck & Meyers Studios has been selected as the sole photographer for Old McGill '78 (only grad photos taken by Van Dyck will appear in Old McGill '78).

DEADLINES

Graduate photos must be taken by Tuesday November 15, 1977 and your proofs must be returned to Van Dyck by Thursday December 15, 1977 in order to meet submission deadlines for Old McGill.



Van Dyck
& MEYERS STUDIOS

1121 ST. CATHERINE ST. WEST - MONTREAL
HOLLAND BUILDING WEST OF PEEL ST.
Serving McGill Students since 1932.

849-7327

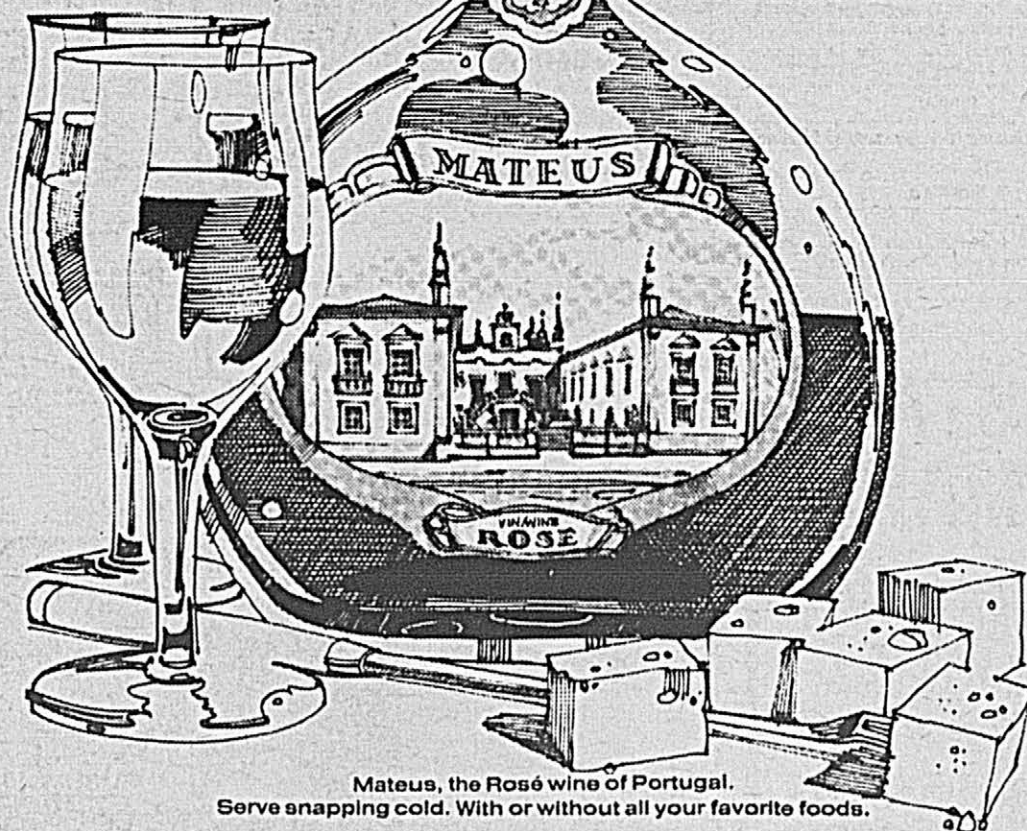
No Appointment Necessary

OPEN DAILY FROM 9 a.m. to 5:30 p.m.

Thursday until 8:30 p.m.

Closed on Sunday

FONDUE MATEUS.



Mateus, the Rosé wine of Portugal.
Serve snapping cold. With or without all your favorite foods.

MATEUS. MORE POPULAR THAN EVER.

Marketed across Canada by Schenley Wines and Spirits Ltd.

Le Daily a encore un mois à publier avant le dernier numéro de fin de session.

Parmi, il reste trois éditions françaises.

Il n'est jamais trop tard pour vous joindre à nous.

petites annonces

These ads may be placed in the advertising office at the University Centre from 9 am to 5 pm. Ads received by noon appear the following day. Rates, 3 consecutive insertions: non-profit-making activities & individual students' announcements — \$3.00, maximum 20 words, 15 cents per extra word; all other — \$8.00, maximum 20 words, 30 cents per extra word (even if sponsored by non-profit-making organizations).

HOUSING

Furnished 1½, 2½'s five minutes from McGill. Go to 630 Prince Arthur W. Apts. or phone 843-8251 or 843-3594. After 6 pm.

Sublet 2 and one-half January — April furnished. \$145 per month (negotiable). All utilities. 3668 Durocher. 286-9326.

1½ to sublet. December 1st. Convenient location. \$140. Unfurnished. Call 937-2217 or 937-5877.

\$82 monthly for a 1½ at Students' Residence, 455 Sherbrooke W. No. 1003. Available to sublet. Call Nader 849-4815, 8 pm.

Doctor would like to share living quarters. Male or female. Call 935-9175 between 10 am and 5 pm.

Downtown. St. Marc/Lincoln. 5½, \$315. 4½, \$235 & \$255. 844-8401 (office: weekdays) or 935-9782 (Janitor: evenings & weekends).

3rd person needed to share 5 and one-half on Villeneuve near Park. \$50 per month, heat included. Call Kai or Peter. 843-5624.

Apartment to rent 4½. Durocher near Milton. January occupancy. \$225/month. Heat included. Call 288-4997 or 284-8681, evenings.

Bargain Sublet: 4½ apt. Beautiful, clean and quiet on Baile Street. Right downtown. Minutes from McGill. \$190. 931-5247.

Downtown highrise. 3½ plus balcony. Mackay and DeMaisonneuve. \$240. Dec. 1st. 672-3177 or 933-7874.

Sublet Dec. 1st. Furnished 1½, \$185 everything included. 3775 Durocher. 5 minutes from McGill. 842-5351, Apt. 505.

PERSONAL

Problem? Feel you need to rap with a rabbit? Call Israel Housman: 341-3580.

LESSONS

Visiting Scandinavia? Why not learn Swedish? Individual or group lessons. Reasonable prices. Qualified experienced teacher. Phone 933-1364. 8:30-10:30 or 17:30-18:30.

Prepare for THE December LSAT with the Law Board Review Centre's Intensive LSAT Weekend Review. For further information, give us a call toll-free at 800-663-3381.

TYPING

Typing. Lightning fast. Guaranteed accurate. 843-8662.

WANTED

Parking space wanted. Near McGill campus. Must be reasonable. Phone 364-6172. After 5pm.

Valiant Scamp '71, vinyl top, deluxe interior, excellent condition. \$1500 or nearest reasonable offer. 482-6524.

LOST

One pair glasses; red rimmed, metal ears. Wed. evening at MacLennan library. Call Charlotte, 486-4005 or leave message.

Texas Instrument Calculator (SR-51-II). Also lost: One black umbrella. Reward. Call Bennett 738-6457.

MISCELLANEOUS

Hans Suyin on the heritage of Mao in China. 15th November at 8 pm. Tickets \$1.50. Available at Sadle's.

Ski Europe. Finish exams, start holidays. What to do? Hurry, last chance for special prices. Limited space available. Tom. 769-7201.

JOBS

Metropolitan News, 1248 Peel St., requires general help and typist, permanent or part-time, throughout the week. Apply in person.

Ski instructors. Positions available with Canada's Largest Weekend Ski School. Best ski centres, competitive salaries, fringe benefits. More information, call 626-6240.

Babysitter needed for 4 year old girl in McGill area. One night weekly plus occasional times while student mother works. Call 288-6139 after 6 pm.

FAMOUS MCGILL PIZZA
364 MILTON

Best quality lowest prices
11.00 a.m. — 2.00 a.m.
Friday & Saturday to 3.00 a.m.

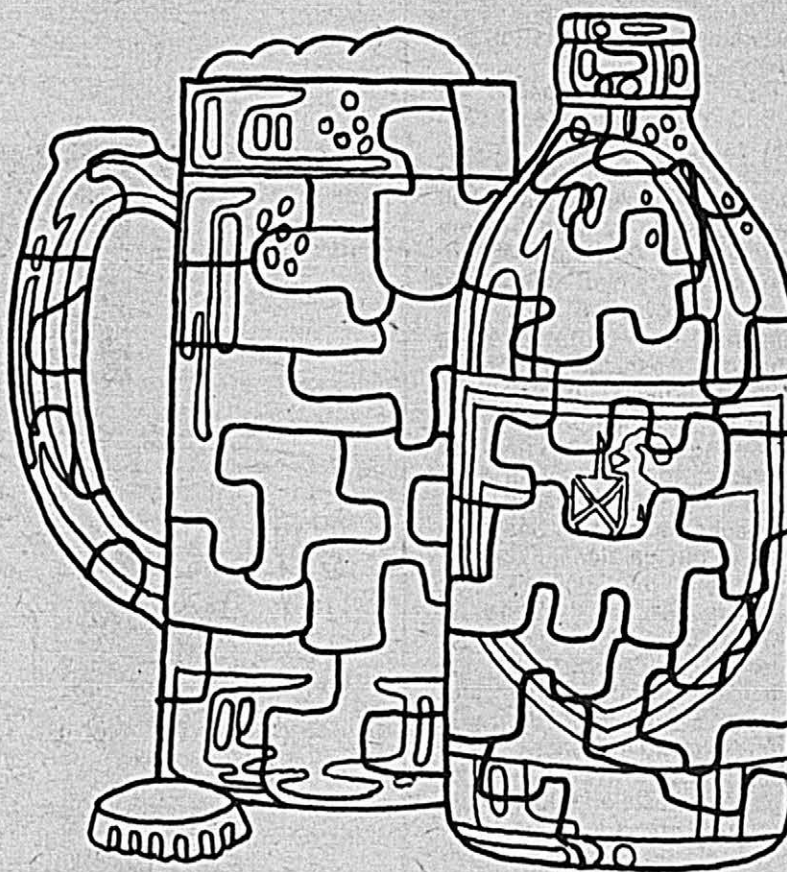
TEL: 845-8011
845-8382

OFFRE SPECIALE
SPECIAL OFFER
ACHETEZ 5 PIZZAS ET PAYEZ 4
BUY 5 PIZZAS AND PAY 4
20c DISCOUNT
ON PIZZA PICKUP
20c ESCOMPTE SUR PIZZA PICKUP

STUDENT UNION PUB

Gertrude's
PRESENTS
LIVE
Penny Carter Trio
Thursday and Saturday
8pm - 1 am
NOVEMBER 10 & 12

O'Keefe Presents



Have an O'Keefe.



The easy drinking ale.

We've turned the picture of our O'Keefe bottle and the mug into a jigsaw puzzle. But, one piece is missing. Figure out where it goes. For the answer, turn this ad upside down.

The missing piece fits into the middle of the label on the bottle, as if anybody had to tell you, you clever devil.



HOSTARIA ROMANA

Businessman's Lunch
One minute from
Campus
2044 Metcalfe
Tel. 849-1389

Dine Here Soon
Open 7 days a week